

L'ajournement

On constate souvent qu'il y a toutes sortes de conférences et toutes sortes de rapports tels le dialogue Nord-Sud, le rapport de la Chambre des communes du Canada sur les relations Nord-Sud, le rapport du premier ministre (M. Trudeau) qui est allé faire du ski dans les Alpes, etc., mais quand on va au fond des choses on ne trouve rien de solide parce que souvent il n'y a là que du vent. On n'y voit à peu près rien de concret quant à ce que nous pourrions faire en réalité pour réaliser les améliorations nécessaires dans les pays développés et les pays en voie de développement. Il y a une idée excellente proposée dans le rapport Brandt. En le lisant, j'ai compris à qui elle était destinée puisqu'elle concernait le Canada. J'aimerais citer le passage suivant, qui figure à la page 140 du rapport Brandt:

L'émergence de pays en voie de développement à excédent de capitaux ouvre des possibilités particulières de lancer des projets dans le cadre d'accords tripartites entre pays en voie de développement et pays industrialisés. Les accords de ce genre devraient recevoir l'appui des pays développés et des pays en voie de développement. Ces projets tripartites, faisant appel le cas échéant aux pays industrialisés, devraient être encouragés par les pays dotés de ressources complémentaires, par exemples capitaux et technologie.

Notre premier ministre a voyagé en Arabie Saoudite, qui a des pétro-dollars à ne savoir qu'en faire et qui a dû les recycler. Ce pays est connu pour l'aide qu'il apporte aux pays en voie de développement, surtout sous forme d'aide bilatérale.

Mais en plus de l'aide bilatérale, il y a également une autre possibilité. Alors que l'Arabie Saoudite a un surplus de capitaux, le Canada peut apporter une aide technique importante. En plus, nos usines peuvent fabriquer des produits excédentaires. Pourquoi alors ne pas combiner les capitaux de l'Arabie Saoudite et notre capacité de production ainsi que notre aide technique pour en faire profiter la Somalie, par exemple?

Dans ma question au ministre, je faisais une suggestion précise. Je proposais de combiner les capitaux de l'Arabie Saoudite et nos moyens techniques dans le domaine de l'énergie. En fait, le Canada vient de fonder Enertech, nouvelle société qui mènera d'importants travaux de recherche sur nos ressources. Pourquoi ne pas faire appel à Enertech et à l'ACDI ainsi qu'aux capitaux de l'Arabie Saoudite ou d'un autre pays de l'OPEP pour aider un pays nécessiteux comme la Somalie? La Somalie vient au quatrième rang des pays les plus pauvres, et c'est aussi le pays où les réfugiés posent le problème le plus grave. Ne pourrions-nous pas, par exemple, faire bénéficier ce pays de nos techniques d'exploitation de l'énergie solaire? Nous fabriquons des pompes à eau fonctionnant à l'énergie solaire. L'eau est l'élément le plus vital. Le Canada a les moyens de fournir des pompes pour tirer de l'eau du sous-sol. Certains pays le font déjà. Pourquoi ne pas installer des pompes en Somalie, non seulement pour donner de l'eau aux gens, mais aussi pour leur permettre d'arroser leurs cultures afin qu'ils puissent devenir davantage autonomes? Voilà une autre idée à exploiter. Les députés, sont là pour poser des questions, avoir des idées et les présenter à la Chambre des communes.

● (2205)

Le 16 novembre, le ministre a dit qu'il serait certainement disposé à étudier sérieusement cette proposition. Donc, il en a

eu amplement le temps. Le premier ministre s'est rendu en Arabie Saoudite et dans les pays sous-développés. L'heure n'est donc plus aux propos ronflants et au dialogue Nord-Sud, il faut que le Canada passe aux actes tangibles. Voici une proposition bien précise, mais que dois-je faire pour que le gouvernement accepte une telle proposition? D'ailleurs, elle n'est pas de moi, elle s'inspire d'une étude approfondie dans le rapport Nord-Sud. Pourquoi ne pas l'accepter et vraiment établir le succès de tous ces rapports. Il y a succès lorsque le grain de blé se retrouve dans les estomacs ou le sol des habitants du Tiers monde qui sont pauvres et dans le besoin.

J'espère que mon intervention à la Chambre des communes ce soir aura sensibilisé un député ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur les banquettes ministérielles. J'espère qu'on ne se contentera pas de me donner une réponse facile, vague, mais qu'on la prendra en considération.

J'ai fait état du cas de la Somalie à la Chambre des communes de même qu'au comité. D'autres ont fait de même. Que devons-nous faire pour que la bureaucratie comprenne que nous avons mis en lumière un problème? Nous avons découvert que les pays avaient besoin de recevoir de l'aide, non seulement sous cette forme, mais également sous forme bilatérale, le besoin d'être reconnus comme pays. Pourquoi ne pouvons-nous pas associer le besoin de recevoir à notre capacité de donner et de partager en tant que pays? C'est le défi que je lance au gouvernement ce soir.

Mme Ursula Appoloni (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord féliciter le député qui vient de prendre la parole de l'intérêt sincère qu'il porte aux pays en voie de développement. Le gouvernement étudie depuis un certain temps, de concert avec des organismes d'aide de pays arabes membres de l'OPEP, la possibilité d'utiliser les fonds de l'OPEP pour aider à financer l'achat de biens, de matériel et de services destinés aux projets de développement de pays en voie de développement.

Bien que les progrès aient été lents jusqu'à présent, nous participons présentement, ou nous étudions la possibilité de participer, à une dizaine de projets d'un coût total de 1.6 milliard de dollars. La plupart de ces projets prévoient le financement parallèle d'éléments de projets très importants conçus par la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Nous avons essayé d'intéresser les donateurs arabes à une forme d'arrangement coopératif visant le financement de projets de développement prioritaires, comme ceux dont le député a fait état, dans les secteurs où le Canada possède une compétence reconnue, tels que les transports, les communications, l'exploitation et le transport d'énergie hydro-électrique. D'autres réunions de hauts fonctionnaires sont prévues pour 1981, en vue de poursuivre l'étude des possibilités de tels projets.

Je voudrais terminer sur cette note. C'est un extrait du rapport du groupe d'étude sur les relations nord-sud qui se lit comme suit: